

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-ferrand

Clermont-ferrand, le 18/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE PUIGRENIER

72 avenue de l'Europe
BP 1126
03100 Montluçon

Références : 20240419-RAP-63-0425_insp_OCP_Puigrenier_Montluçon.odt
Code AIOT : 0005601436

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2024 dans l'établissement SOCIETE PUIGRENIER implanté 12 rue Benoist d'Azy 03100 Montluçon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Opération régionale sur les rejets aqueux des ICPE

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE PUIGRENIER
- 12 rue Benoist d'Azy 03100 Montluçon
- Code AIOT : 0005601436
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise Puigrenier exploite un abattoir de bovins ainsi qu'un atelier de découpe et d'affinage de viandes.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Respect des VLE, Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Préfectoral du 14/11/2012, article 4.3.8	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Transmission GIDAF	Arrêté Préfectoral du 14/11/2012, article 9.3.2	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Sans objet
2	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
3	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
6	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
7	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société PUIGRENIER ne respecte pas les valeurs limites d'émission des eaux résiduaires fixées dans son arrêté préfectoral d'autorisation. L'exploitant indique qu'il a conscience du problème et qu'une solution de prétraitement physico-chimique des eaux avant rejet est à l'étude depuis 2018 en vue d'améliorer le dispositif de prétraitement actuel qui n'est plus assez efficace. Par ailleurs, l'exploitant ne transmet pas régulièrement les résultats de son autosurveillance via l'outil GIDAF. Des actions correctives sont attendues dès 2024 sur ces sujets qui font l'objet d'une proposition de mise en demeure à la Préfète de l'Allier.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Conforme : le plan des réseaux fourni en amont de l'inspection date de juin 2015. Un plan plus récent de juillet 2017 a été présenté à l'inspection lors de la visite prenant en compte les modifications des réseaux consécutives à la création de l'atelier d'affinage en 2016.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Conforme : l'unique point de rejet du site (identifié n° 3 dans l'AP) est facilement accessible et permet l'intervention d'organismes extérieurs en toute sécurité (cf. rapport SOCOTEC relatif au contrôle inopiné des eaux résiduaires du site en date du 14 avril 2023). Le rejet se fait via un canal Venturi qui est instrumenté par un débitmètre, une sonde de température et une sonde pH.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
Prescription contrôlée : [...] Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. [...]
Constats : Conforme : les contrôles de l'autosurveillance sont réalisés avec une périodicité bimensuelle comme prévu dans l'AP d'autorisation. Les prélèvements sont réalisés par l'exploitant qui soustrait les analyses au laboratoire EUROFINS de Moulins, accrédité COFRAC.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect des VLE, Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2012, article 4.3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE, Actions correctives en cas de dépassement
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en flux ci-dessous définies. Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 3 [Tableau des VLE à respecter] L'exploitant devra par ailleurs s'assurer de l'aptitude de la station collective à traiter son rejet. Cette aptitude est considérée comme satisfaisante lorsque le rejet final au milieu naturel, de la station collective, respecte les dispositions réglementaires qui lui sont applicables. (...)
Constats : Non conforme: dépassements récurrents de VLE constatés sur certains paramètres dans GIDAF, notamment en mars 2023 sur les paramètres MES, DBO5 et Azote global, ainsi que sur le débit maximal journalier + absence de commentaires sur les dépassements .
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - Mettre en place des actions correctives permettant de respecter les VLE fixées dans l'AP d'autorisation du site, notamment au niveau du prétraitement des effluents . - Compléter sous GIDAF les zones de commentaires en cas de dépassement de VLE (nature et cause du dépassement + actions correctives envisagées ou réalisées par l'exploitant).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2012, article 9.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet chaque mois les résultats de l'auto-surveillance de ses rejets aqueux. Cette transmission se fait dans une forme définie avec l'inspection des installations classées. Elle pourra notamment être réalisée de manière dématérialisée via l'outil GIDAF (gestion informatisée des Données d'Auto-surveillance Fréquente).
Constats : Non conforme: l'exploitant n'a transmis aucun résultat de mesures sous GIDAF depuis mars 2023 (au jour de la visite).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Renseigner l'outil GIDAF depuis le début de l'année 2024 et si possible, saisir a posteriori les données sur l'année 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : Le débit est mesuré en continu à l'aide d'un débitmètre qui a été changé en 2023 (étalonnage quinquennal). A noter que le débit maximal journalier fixé à 342 m3/j dans l'AP d'autorisation est dépassée ponctuellement par l'exploitant, en particulier en début de semaine lors de la reprise d'activité du site. NB : la VLE est fixée à 324 m3/j dans GIDAF (valeur à corriger par l'inspection)
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant étudie la possibilité de lisser les rejets aqueux sur la journée via un limiteur de débit afin de respecter le débit maximal journalier fixé dans l'AP d'autorisation. L'inspection est favorable à la mise en oeuvre de ce dispositif dès que possible.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : L'exploitant n'est pas soumis à l'AM du 20 juin 2023 relatif aux PFAS mais il a décidé de réaliser les 3 campagnes d'analyses réglementaires à compter du mois d'avril 2024 dont il transmettra les résultats à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite